EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

# CONVENTION D’ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE

**DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SOMME**

**Le Conseil Municipal (1),**

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 26-1 et 108-2 ;

VU le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l’application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l’organisation des comités médicaux et aux conditions d’aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l’hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu’à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l’exercice de leurs fonctions ;

VU la délibération du Conseil d’Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme en date du 29 mars 2010 approuvant le projet de convention à intervenir entre le Centre de Gestion et les collectivités ;

CONSIDERANT que la collectivité est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l’état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d’hygiène du travail, les risques de contagion et l’état de santé des agents ;

VU la circulaire du Centre de Gestion en date du 1er mai 2010, relative à l’organisation de ce service,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

* **DECIDE** de solliciter le Centre de Gestion de la Somme pour bénéficier de la prestation de médecine préventive qu’il propose aux collectivités;
* **APPROUVE** le projet de convention à intervenir avec le centre de gestion ;
* **AUTORISE** Monsieur *(2)* le Maire *(3)* à signer la dite convention avec effet au 1er septembre 2010;
* **INSCRIT** les crédits correspondants chaque année au budget de la collectivité.

Le Maire (3),

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité;
* informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal •

administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à ……………………. Le ………………

Pour extrait conforme,

Le Maire ou le Président,

*PJ : 1 convention*

1. *Conseil Syndical, Conseil Communautaire, Conseil d’Administration*
2. *Madame,*
3. *Président(e)*